

# JOURNAL OFFICIEL

## FRANÇAIS DE LA LIBERTÉ

**Jusqu'à nouvel avis le Journal Officiel Français de la Liberté se vend exclusivement au numéro**

"L'éternelle vigilance est le prix de la Liberté"

Le Journal Officiel Français de la Liberté comprend: les textes Organiques, les Décisions, les Lois, les Décrets, les Arrêtés, les Circulaires et Règlements, divers documents.

### **sommaire:**

Fin des Voeux du Comité National de la Liberté aux Peuples du Monde  
en date du 17 janvier 2007

p 1 à 3

### **Fin des Voeux du Comité National de la Liberté aux Peuples du Monde en date du 17 janvier 2007**

#### **Avis :**

Conformément à notre Avis publié au J.O.F.L. du 25 mars 2007 nous rappelons que ce retard de publication permet de rafraîchir ces Voeux en les actualisant avec les événements récents.

Merci de votre attention,

Jamais une campagne électorale n'aura été aussi avilissante pour un Pays.

Tous les Pays du Monde Libre ont observé que seuls les partis politiques qui divisent la société française ont droit à l'expression et aucun qui n'impose la justification du pouvoir !

Les deux candidats prévus pour s'affronter dans un deuxième tour d'une élection artificielle ne sont que des représentants de la monarchie judiciaire française

Les élections en France ne peuvent plus être considérées comme sincères et loyales, le choix est uniquement entre les représentants des partis politiques autorisés par l'étatisme français.

L'Avancée de Liberté est en totale régression, les électeurs sont réduits à cautionner les choix de l'administration française et plus particulièrement de sa monarchie judiciaire.

Le résultat des élections ne sera pas opposable et la légitimité politique est directement mise en cause.

Par ailleurs, conformément au débat où le candidat imposé par l'appareil judiciaire fonctionnaire français à renier la parole de l'Europe vis-à-vis de la Turquie il nous appartient de prendre mesure rapidement de protection de nos Partenaires Européens.

L'Europe et nos Partenaires sont désormais en difficultés car l'intervention de l'ex-ministre de l'intérieur écartant définitivement la Turquie, c'est-à-dire, donnant le résultat des négociations avant que celles-ci soient terminées renie définitivement la parole de l'Europe!

Comme nous l'avons toujours affirmé, un état laïque n'avait pas à reconnaître une religion, pire, nous ne voyons pas, il est vrai, de différence entre le nazisme et l'islamisme, à part la référence à la prétention immense des hommes d'avoir capacité d'imaginer, comprendre ou connaître dieu!

Car si le nazisme prétendait en une race supérieure nous ne voyions pas grande différence avec une religion qui déclare que la moitié de l'humanité est supérieure à l'Autre moitié, pire, en déclarant l'Autre Roumi quand il se refuse à ces principes effrayants.

Bien sur, la politique étant actuellement entre les mains d'"hommes", ce genre de concept les sert!

L'affaire avec la Turquie est beaucoup plus grave. Car l'étatisme français et particulièrement son ministre de l'intérieur ont donné signe il y a quelques années à l'administration turque, laïque, qu'elle pouvait tolérer la réapparition de cette religion en mouvement politique, mieux, nous étions favorables à un rappel dans la Constitution Européenne des Valeurs de la Chrétienté et particulièrement de l'Égalité des hommes et des Femmes. L'étatisme français rédacteur de cette constitution l'a écarté!

L'affaire est particulièrement grave, car si elle signifie, une fois de plus, que l'état intitulé : "république française" n'a pas de parole mais elle met dorénavant en péril aussi, la parole de l'Europe.

C'est dans ce sens que nous encourageons tous les Pays d'Europe à mettre en place un cordon sanitaire politique et Ethique autour de l'étatisme français et de sa monarchie judiciaire et les encourageons à se préparer à endiguer les exigences de ce même étatisme.

Et quand ce ministre de l'intérieur prétend participer en l'émergence d'une Europe politique, il la rend indigne avant qu'elle existe! Comme acte fondateur, il n'y a pas pire

Nous devons tous accepter que nous sommes face à un étatisme qui n'a ni foi, ni loi, son seul but, se maintenir coûte que coûte grâce à sa monarchie judiciaire au service de familles s'étant accaparées les leviers de l'état français et son économie, vivant dans une corruption légale ou illégale difficilement imaginable.

Pour éviter la mise à jour de ces familles, même l'annuaire de la magistrature fonctionnaire française n'est plus édité pour éviter que notre population ne fasse rapprochements trop réalistes!

La France désormais, soumise à un étatisme et sa monarchie judiciaire qui s'en est désormais accaparé les plus hautes fonctions, est entrée de plein pied dans le principe des états voyous, le pouvoir de nuisance. Et avec les principes de l'unanimité en Europe, nous devons proposer dorénavant une véritable alternative politique permettant d'écarter éventuellement la représentation de l'étatisme français pour préserver nos partenaires.

Cette élection montre à quel point l'impunité des membres de la monarchie judiciaire française tient désormais en otage la Démocratie. La France est désormais très malade et l'élection passée, les membres de l'étatisme n'ayant comme souhait que de quitter notre Pays, emplettes faites, vont accélérer l'exportation financière à leur profit.

D'autre part, il est clair et nous le répétons depuis la chute du mur de Berlin, l'ex-ministre de l'intérieur est pour un "état" fort, soit la soumission du Pays à l'arbitraire des membres de l'étatisme, avaliser par un appareil judiciaire fonctionnaire, et la libération totale des pulsions de pouvoir !

Déjà l'affaire d'un "état irréprochable" n'est pas un état sans corruption, qui n'existera jamais, mais, comme il l'explique en petit comité, l'ordre impératif donné à l'appareil judiciaire d'étouffer dorénavant toutes les affaires de corruption!

Et quand nous affirmons que nous sommes revenus à la corruption occulte, la pire, car elle tient les deux parties, celle-ci à de très beaux jours devant elle! Et oui, le paiement en liquide "garantit" à celui qui a dû payer le contrôle fiscal en cas de plainte, ce qui le maintient définitivement au silence!

Un grand bravo la "presse" française qui a participé au renvoi de notre Pays quarante ans en arrière et interdit toute avancée Démocratique par le morcellement des pouvoirs! Pire, la "gauche" française et sa "presse" ont livré par son aveuglement et sa perte totale du principe de réalité, les plus faibles et les plus démunis de notre Pays à un étato-capitalisme sans contre-pouvoir!

Comme nous l'avons montré depuis la chute du mur de Berlin, l'élection en France n'est plus issue de la Libre expression mais réduite au choix imposé par la monarchie judiciaire. Pour nous, cette élection renforce d'autant plus notre détermination à l'engagement à l'avènement d'une Justice Elue et Légitime.

L'enjeu est d'importance, car au-delà de Libérer de la corruption endémique de l'étatisme, les Entreprises et les Entrepreneurs, c'est le choix dorénavant entre une société dont la Justice est basée sur la Réalité et par là même la recherche de la Vérité, face à une société étatique, basée sur l'arbitraire, et le nécessaire au maintien de l'autorité qui, mécaniquement et par manipulations, se soustraie à la Démocratie!

Nous sommes particulièrement amers de voir notre Pays dans une régression complète de la Démocratie, jamais un Pays n'est tombé aussi bas et aussi rapidement, dans l'illusion de la liberté d'expression

La séparation des pouvoirs est un impératif Démocratique et le résultat de l'élection ne sera que celui de la collusion d'un procureur et d'un avocat ivres d'ambitions.

Un pompier pyromane, qui crée lui-même les incendies (situation des Femmes, islamisme, etc.) qu'il prétend éteindre, irresponsable et coupable, s'est hissé à la plus haute fonction de notre Pays en violant tous les principes Démocratiques protégé par un appareil judiciaire fonctionnaire dont il fait partie et lui garantissant impunité.

La France est désormais un Pays malade très profondément car les dynamiques psychiques ne sont pas au service de la Liberté mais uniquement au service de l'impunité, de la régression et de la division.

La magistrature fonctionnaire française a violé le pacte républicain en prenant en otage la Démocratie

La France meurtrie, avilie, salie mais la France n'est pas anéantie, la France de Liberté, de Fraternité, d'Egalité doit se relever des coups de butoirs de l'étatisme français qui veut la faire plier à s'agenouiller devant une monarchie judiciaire qui impose un résultat et prend en otage l'Europe.

Nous renouvelons notre demande d'isoler définitivement les représentants de l'étatisme français pour permettre à notre Pays de retrouver son Honneur.

La France et son Héritage doivent pouvoir Vivre, elle ne le peut dorénavant que par le soutien de ses Partenaires Européens.

Il appartient particulièrement à l'Allemagne, qui préside l'Europe, ainsi qu'à tous les Pays Anglo Saxons de se refuser à la prise en otage de l'Europe et au reflux de la Démocratie en France !

**"Sans l'élection des juges, les hommes subiront le pire despotisme, le plus bas, celui de l'alliance de la corruption et de la forfaiture" Barnave**

pour le Comité National de la Liberté  
∞ le coordonnateur